

Notenbank umgeht Erdogans Zins-Veto

Ankara/Frankfurt. Der türkische Staatschef Recep Tayyip Erdogan ist ein erklärter Feind hoher Zinsen. Kein Wunder, dass die Notenbank in Ankara es selbst auf dem Höhepunkt der Lira-Krise in den letzten Tagen nicht wagten, als Notfallmittel die Zinsen anzuheben – offiziell jedenfalls. Dabei wäre ein solcher Schritt aus Sicht vieler Experten nötig, um den Abzug internationalen Geldes aus der angeschlagenen Wirtschaft der Türkei zu verhindern. Zuletzt beruhigte sich die Lage dennoch wieder etwas. Ein Trick half dabei. Finanzminister Berat Albayrak warb inmitten der Auseinandersetzung mit den USA um Vertrauen. Aber auch die Notenbank wurde aktiv. Sie verringerte die Anforderungen, zur Absicherung von Währungsgeschäften sogenannte Reserve-Einlagen zu hinterlegen, und bot heimischen Banken weitere Möglichkeiten zum Leihen fremder Währungen an, die im Tausch gegen die schwache Lira sonst nur schwer zu bekommen gewesen wären. Statt sich an eine offizielle Zinserhöhung heranzutragen, die bei Erdogan in Ungnade gefallen wäre, überlegten sich die Zentralbanker aber noch einen Kniff: Sie boten den Geschäftsbanken einfach seit dem Wochenbeginn gar kein Geld mehr an, für das der Hauptzinssatz von 17,75 Prozent fällig gewesen wäre. Die Banken, die Verbraucher und Unternehmen mit Krediten versorgen, mussten daher auf den sogenannten Übernachtszins ausweichen – mit 19,25 Prozent liegt der klar höher. So könnte sich die Menge des umlaufenden Geldes verknappen – und vielleicht die sehr hohe Inflation entspannen, die zuletzt bei 15,9 Prozent gelegen hatte. *dpa*

Hohe Treibstoffkosten belasten Maersk

Kopenhagen. Hohe Treibstoffpreise drücken das Geschäft beim weltgrößten Schifffahrtskonzern Maersk. Unter dem Strich fuhr das Unternehmen im ersten Halbjahr zwar einen Gewinn von 2,79 Milliarden US-Dollar (2,45 Mrd. Euro) ein. Dieser wurde aber stark etwa vom Verkauf der Ölsparte nach oben getrieben. Der Verlust der verbleibenden Geschäftsbereiche stieg im Vergleich zum Vorjahreszeitraum deutlich um mehr als das Doppelte – von 114 Millionen auf 305 Millionen Dollar. Die Profitabilität sei durch die hohen Bunkerpreise „auf einem unbefriedigenden Niveau“, sagte Unternehmenschef Søren Skou am Freitag. Der gestiegene Ölpreis koste Maersk innerhalb eines Jahres rund eine Milliarde US-Dollar. Zugleich steigerte der Reederei-Riese seinen Umsatz deutlich um rund ein Viertel auf 18,76 Milliarden Dollar. „Wir sind zufrieden mit dem Momentum des Wachstums, aber nicht mit dem Niveau der Einnahmen“, sagte Skou. Zum Umsatzsprung trug vor allem die Übernahme der Reederei Hamburg Süd bei, durch die das Transportvolumen deutlich zulegte. Die Integration laufe gut, sagte Skou. *dpa*



Turquie, Iran, Russie, Union européenne, Canada, Mexique, Chine: le président américain, Donald Trump, semble de plus en plus seul au monde... et se réjouit que sa politique diplomatique donne des résultats économiques. (PHOTO: DPA)

Trump défie à tour de bras

A ne pas rater la semaine prochaine sur les marchés

Quelle sera l'ampleur de la guerre commerciale entre les Etats-Unis et le reste du monde? Quels seront les dommages collatéraux? Les analystes s'interrogent. L'issue de cette nouvelle situation de crise dépendra essentiellement des buts poursuivis par Donald Trump.

Selon le président américain, l'économie américaine se porte bien! Les indicateurs économiques qui seront publiés la semaine prochaine devraient confirmer ses certitudes. Les ventes de logements existants pour le mois de juillet devraient se situer à 5,4 millions d'unités. Même cas de figure pour les ventes de logements neufs, dont le nombre devrait se situer en hausse à 650.000 unités. Les commandes de biens durables seront attendues également en augmentation à un niveau de 0,3 %.

Selon Donald Trump, cette embellie est le résultat de sa politique commerciale. Il est vrai que la première économie du monde connaît sa plus forte progression en quatre ans et que son chômage se situe à un niveau le plus bas depuis 17 ans. L'économie américaine a connu une croissance de 4,1 % en rythme annuel au deuxième trimestre 2018 et le président estime que les Etats-Unis sont en bonne voie pour afficher une croissance annuelle de 3 % du PIB.

La liste des conflits ne cesse de s'allonger

Mais il ne faut pas perdre de vue que ces chiffres sont le fruit d'une conjoncture porteuse, d'un déficit budgétaire en forte hausse et surtout des conséquences de la politique de déréglementation et de baisses d'impôts poursuivies par l'administration Trump. D'un autre côté, suivant son slogan «Amé-

rica first», la liste des conflits commerciaux du président américain ne cesse d'augmenter. Dans ces agissements, un phénomène se cristallise de façon récurrente: un flou total des finalités visées par cette guerre commerciale contre le monde entier. Les motifs varient entre économie et politique. Les prochaines lignes tentent de résumer cette stratégie de terre brûlée.

La dernière bataille ouverte en date est celle contre la Turquie. A l'issue de la rencontre entre messieurs Trump et Erdogan en mai dernier, les deux protagonistes semblaient s'être trouvés. Mais cette nouvelle amitié n'a duré que quelques mois. Depuis que les Etats-Unis ont doublé les taxes d'import sur l'acier turc, les relations sont gelées. Les réactions du côté turc ne se sont pas faites attendre, dès ce mercredi, les taxes d'importations ont été drastiquement augmentées sur certains produits américains.

Les sanctions contre la Russie ont été renforcées depuis la prise de pouvoir de Donald Trump, même si le président américain n'attaquera jamais publiquement Vladimir Putin. Suite à l'attaque chimique sur un ex-agent double en Angleterre, Washington a annoncé des sanctions supplémentaires.

Depuis que les Etats-Unis se sont retirés de l'accord nucléaire avec l'Iran, les sanctions contre le régime de Téhéran ont été renforcées. Le gouvernement américain essaie par tous les moyens d'instaurer un embargo économique international afin de faire tomber le régime.

Au niveau de l'Union européenne, M. Trump a réussi l'impensable: pousser à la confrontation les membres de l'UE préconisant pourtant les compromis.

Depuis que les Etats-Unis ont appliqué des droits de douane sur les importations d'acier et d'aluminium européen, l'Union européenne a répliqué par des pénalités sur certaines importations américaines, notamment les jeans, le whisky et les motos. Les volumes visés sont limités mais les frappes sont chirurgicales: le Bourbon et les Harley Davidson sont produits au Kentucky et au Wisconsin, deux bastions républicains. L'accord NAFTA a été annulé par le président américain afin de négocier des contrats bilatéraux avec le Canada et le Mexique. Ces deux pays, refusant jusqu'à présent de telles négociations, taxent désormais les importations américaines.

L'agriculture, première à souffrir de cette stratégie

Du côté de la Chine, Donald Trump ne semble plus connaître de mesures. Des taxes d'importations à hauteur de 50 milliards de dollars ont été instaurées par les deux puissances mondiales. Le président américain menace désormais de taxer l'ensemble du volume chinois importé. La Chine réplique avec la même ferveur contre les attaques américaines. Si les Etats-Unis ont instauré, le 6 juillet dernier, des taxes sur 818 produits chinois, l'empire du Milieu a rétorqué dans la foulée en imposant des droits de douane sur 545 produits américains.

Mais à l'encontre des buts poursuivis par le président américain, cette guerre commerciale commence à avoir un impact réel sur l'économie américaine. C'est le secteur de l'agriculture qui est le plus touché. Le ministère américain de l'Agriculture adoptera un vaste plan d'urgence de douze milliards de dollars pour aider les agriculteurs américains, et ce mal-

gré que le pays n'a pas connu de catastrophes naturelles.

Certaines entreprises américaines comme Harley Davidson réfléchissent à délocaliser leur production afin de contourner les taxes d'importation. Dimanche dernier, Donald Trump s'en est pris de nouveau au constructeur de motos légendaires en appelant au boycott.

En fin de compte, la vision du président américain est erronée. La principale raison du déficit américain avec la plupart des partenaires commerciaux résulte du fait que les Américains n'épargnent pas assez et vivent au-dessus de leurs moyens. La récente réforme fiscale a amplifié encore ce phénomène. Monter des murs aux frontières n'arrangera en rien le problème. Bien au contraire, une réaction en chaîne pourrait être provoquée. L'augmentation des droits de douane entraînera une hausse de l'inflation que la FED sera obligée de contrer avec des hausses de taux, phénomène qui va faire chuter les investissements et la consommation. Pour de nombreux analystes, cette guerre commerciale est une folie pure. Il n'y aura pas de vainqueur et personne ne sait prédire une éventuelle fin. Comme expliquait Paul Krugman (prix Nobel d'économie): «Les gouvernements étrangers ne peuvent pas réellement donner à Trump ce qu'il veut parce qu'il leur demande d'arrêter de faire des choses qu'ils ne font pas vraiment». La bonne nouvelle est que le point de non-retour n'est pas encore atteint. La mauvaise nouvelle est que la seule personne qui pourra arrêter cette folie est l'actuel président des Etats-Unis, le plus volatile de l'histoire.

Mike Felten, directeur Fortuna Banque s.c.